



L'Europe dont nous avons besoin

Paris, le 27 mars 2017 – Au lendemain du soixantième anniversaire de la signature des traités de Rome et à deux jours du déclenchement du Brexit, l'Institut Montaigne publie un nouveau rapport dans lequel il appelle les dirigeants de l'Union européenne (UE) à ne pas se laisser accaparer par cette négociation et à concentrer leurs efforts sur la relance du projet européen. Le défi est d'engager une nouvelle dynamique politique, fondée sur une logique de pragmatisme et d'efficacité, et non sur d'improductifs débats institutionnels.

« Notre conviction est que le renforcement de l'Union économique et monétaire doit être la première priorité. Dix-neuf États ont aujourd'hui choisi de partager une monnaie qui est une réussite. Mais les implications de ce choix n'ont pas été suffisamment prises en compte. Il n'est pas possible de partager la même monnaie sans une meilleure coordination des politiques économiques et budgétaires. Ces politiques forment un tout et doivent être articulées avec la politique monétaire. Ce n'est qu'une fois ce cœur consolidé que l'Europe pourra pleinement remplir sa promesse de prospérité », indique Ramon Fernandez, directeur général délégué, en charge des finances et de la stratégie du groupe Orange, ancien directeur général du Trésor et président de notre groupe de travail.

Parce que l'euro est aujourd'hui la seconde devise internationale de référence, derrière le dollar, et qu'elle a contribué à la stabilité des prix (l'inflation a été de 4,4 % par an en moyenne durant les dix-huit années qui ont précédé la création de l'euro, contre 1,5 % depuis sa création), la priorité doit être la consolidation de la zone euro, fruit d'un choix décisif des États européens. L'UE doit également répondre efficacement à l'impératif de prospérité économique, au cœur des attentes des citoyens. Parallèlement, les États membres doivent se coordonner pour faire face aux différentes menaces intérieures et extérieures qui pèsent sur la sécurité du continent et définir une stratégie de long terme pour répondre au défi migratoire. Avancer avec succès sur ces trois chantiers permettra de regagner la confiance des peuples et de refaire de la construction européenne une source de progrès. Pour chacun de ces enjeux, le présent rapport formule une série de propositions concrètes qui pourront être mises en œuvre sans délai après les élections de 2017 en France et en Allemagne.

Renforcer la zone euro : la priorité numéro 1

Nous proposons que la zone euro assume son rôle de cœur névralgique de la construction européenne et prenne ses responsabilités en se dotant d'une gouvernance et d'outils capables de renforcer son architecture et ses économies. À ce titre, le rétablissement de la confiance entre les gouvernements des dix-neuf États ayant adopté l'euro, et en particulier entre la France et l'Allemagne, est la condition *sine qua non* à toute consolidation de la zone euro.

Pour renforcer la zone euro, nous proposons notamment que les États membres :

- s'engagent, au niveau des chefs d'État et de gouvernement, à définir chaque année une politique économique et budgétaire coopérative et globale pour la zone euro ;
- intègrent mieux dans leur droit national les règles budgétaires de la zone euro ;

- transforment à terme le Mécanisme européen de stabilité en un Fonds monétaire européen, mettre en place d'un budget de la zone euro, et instaurent progressivement un gouvernement économique, ceci afin d'assurer la cohérence des politiques macroéconomiques et la convergence des économies

Mettre la prospérité au cœur du projet européen

Le décrochage économique de l'UE est une réalité à laquelle il convient de répondre sans délai.

Part de l'économie UE dans le PIB mondial :

- en 2009 : 19,6 % ; en 2016 : 16,8 %

(à titre de référence, la part des États-Unis passe sur la même période de 17,3 % à 15,6 %)

Nombre d'entreprises européennes dans le classement des 100 premières entreprises mondiales par capitalisation boursière :

- en 2009 : 25 ; en 2016 : 21

(à titre de référence, la part des États-Unis sur la même période de 42 à 54)

La faiblesse de l'Europe dans le digital est manifeste : elle ne compte aucune des dix plus grandes entreprises mondiales dans le secteur, six étant américaines et quatre chinoises.

L'Europe doit avoir pour rôle d'amplifier les bénéfices des politiques économiques menées par chaque État membre. Si cette contribution de l'échelon européen peut être majeure, il ne faut toutefois pas perdre de vue que la responsabilité des gouvernements nationaux est première en matière de résultats économiques.

Parmi nos propositions :

- Mettre en œuvre un principe de réciprocité dans les accords de libre-échange et doter l'UE d'instruments de défense commerciale face aux comportements non coopératifs.
- Tirer les conséquences de la consolidation du marché unique en matière de politique de la concurrence et permettre l'émergence de grands groupes européens.
- Favoriser le développement du secteur du numérique, y compris via une régulation effective du marché unique des GAFAs.

Assurer la protection des citoyens et donner corps à une politique étrangère ambitieuse

La sécurité intérieure et extérieure de l'UE constitue une des principales attentes des citoyens européens, qui sont 32 % à considérer que le terrorisme fait partie des deux problèmes les plus importants auxquels l'UE doit faire face.

En complément de l'Union économique et monétaire, il convient de lancer une Union pour la sécurité dont les objectifs seraient les suivants :

- la prévention et la lutte contre le terrorisme ;
- la prévention et la lutte contre la grande criminalité et contre la criminalité organisée (traite des êtres humains, trafic de drogues, trafic d'armes, blanchiment d'argent, etc.) ;
- la prévention et la lutte contre la cybercriminalité ;
- le renforcement du contrôle des frontières extérieures.

Après les déclarations de Donald Trump remettant en question la pertinence de l'OTAN et l'engagement des États-Unis au sein de l'Alliance atlantique, les Européens se doivent d'inventer leur sécurité hors de la dépendance à l'égard du parapluie militaire américain.

Parmi nos propositions :

- Renforcer la construction européenne en fondant une Union pour la sécurité.
- Parvenir rapidement à un effort de défense correspondant à 2 % du PIB dans chaque État membre et établir un quartier général européen permanent pour la planification et la conduite des opérations militaires de l'UE.

Trouver un équilibre entre solidarité et responsabilité dans le traitement des demandes d'asile, afin de mieux répartir l'effort entre les États membres

Les opinions exprimées dans ce rapport n'engagent pas les institutions qu'elles représentent.

Les membres du groupe de travail :

- **Ramon Fernandez**, directeur général délégué, en charge des finances et de la stratégie du groupe Orange, ancien directeur général du Trésor (président du groupe de travail)
- **Stéphane Albernhe**, président, Archery Strategy Consulting
- **Jörg Asmussen**, Managing Director, Lazard&Co GmbH
- **Laurence Boone**, cheffe économiste, AXA
- **Bruno Deletré**, directeur général, Crédit Foncier de France
- **Muriel Domenach**, diplomate
- **Pavel Fischer**, ancien ambassadeur de la République tchèque en France, directeur de l'Institut STEM
- **Karien van Gennip**, directrice générale, ING Bank France
- **Antoine Gosset-Grainville**, associé, BDGS associés
- **Olivier Jay**, partner, Brunswick Group
- **Maxime Lefebvre**, ambassadeur, ancien représentant permanent de la France auprès de l'OSCE
- **Jean Lemierre**, président du conseil d'administration, BNP Paribas
- **Erkki Maillard**, conseiller diplomatique du président directeur général, directeur des relations internationales, EDF
- **Cyrille de Montgolfier**, directeur général, La Parisienne Assurance
- **Emmanuel Moulin**, Managing Director France et Benelux, Mediobanca
- **Olivier Sichel**, dirigeant d'entreprise, président de la Digital New Deal Foundation
- **Denis Simonneau**, directeur des relations européennes et internationales, Engie
- **Thierry Tuot**, fonctionnaire

Prenez part à la discussion sur [Twitter](#), [Facebook](#) et sur [Instagram](#).
Inscrivez-vous dès aujourd'hui à notre [newsletter](#)

Contact presse :
Institut Montaigne
Lara Oliveau – Chargée de communication
01 53 89 05 73 – loliveau@institutmontaigne.org

À propos de l'Institut Montaigne

Association à but non lucratif, l'Institut Montaigne est un laboratoire d'idées créé en 2000. Il élabore des propositions concrètes autour de quatre axes de politiques publiques : action publique, cohésion sociale, compétitivité et finances publiques. Adressés aux pouvoirs publics, ses travaux sont le fruit d'une méthode d'analyse et de recherche ouverte sur les comparaisons internationales, rigoureuse et critique. L'Institut Montaigne réunit des chefs d'entreprise, des hauts fonctionnaires, des universitaires et des personnalités issues d'horizons très divers. Ses financements sont exclusivement privés, aucune contribution n'excédant 2 % d'un budget annuel de 4 millions d'euros. À travers ses publications et les événements qu'il organise, l'Institut Montaigne, think tank pionnier en France, souhaite jouer pleinement son rôle d'acteur du débat démocratique.